

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Étienne

St Étienne, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOGRAP (ex CARRIERES DU ROANNAIS)

Allée barlotti
42720 Vougy

Références : UID4243 MEA 025 0154
Code AIOT : 0006101235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement SOGRAP (ex CARRIERES DU ROANNAIS) implanté LE PLATEAU 42120 Parigny. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisé dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGRAP (ex CARRIERES DU ROANNAIS)
- LE PLATEAU 42120 Parigny
- Code AIOT : 0006101235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGRAP (ex Carrières du Roannais) a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral du 16 mars 2018 pour une durée de 30 ans.

L'autorisation comprend :

- la poursuite de l'extraction sur environ 11 ha avec un approfondissement de 45 mètres, jusqu'à la côte 265 m NGF,
- une production moyenne annuelle de 200 000 tonnes,
- le remplacement de l'installation fixe par une installation mobile.

Les garanties financières sont à jour, jusqu'au 15 mars 2028.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 2.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 8.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Bornage	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Distance de sécurité	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.2.4	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 3.2.4	Sans objet
6	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 5.3.2	Sans objet
9	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation a pris du retard par rapport au phasage prévu, de l'ordre de 3 ans. Ainsi le site se situe dans une configuration de fin de phase 1. On constate par ailleurs que les fronts supérieurs sont particulièrement fracturés avec présence de quelques instabilités et éboulis, et des difficultés pour conserver des banquettes suffisamment larges. Ces fronts nécessitent d'adapter les méthodes

d'exploitation et en particulier la mise en œuvre des tirs. Une mise à jour de l'étude géotechnique s'impose avant de poursuivre leur exploitation.

L'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver les bornes sur la pointe nord du site et l'inspection a constaté la présence d'un nouveau front de 8 mètres de hauteur hors limite. Ces 2 non conformités importantes amènent l'inspection à proposer une mise en demeure.

D'autres non conformité sur la remise en état ou le suivi des poussières nécessitent la mise en place d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.2.4	
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation	
Prescription contrôlée :	
L'exploitation de la phase « n+2 » ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.	
Le phasage d'exploitation reporté sur les plans joints en annexe (plan de phasage général et Phasage détaillé de l'exploitation)et décrit ci-dessous doit être respecté.	
L'exploitation est menée en 6 phases successives de cinq années :	
	Zone d'extraction (secteur ouest)
Phase 1 (2017 à 2022)	Agrandissement de la zone d'extraction à la cote 310 m NGF. Conservation du bassin d'orage existant à la cote 310 m NGF. Conservation des actuelles installations fixes de traitement. Remise en état des fronts supérieurs Nord-Ouest et Nord-Est.
Phase 2 (2022 à 2027)	Agrandissement de la zone d'extraction à la cote 310 m NGF et approfondissement à la cote 295 m NGF. Conservation du bassin d'orage existant à la cote 310 m NGF et création d'un second bassin à la cote 295 m NGF. Démantèlement des installations fixes actuelles et mise en place d'installations mobiles sur le carreau. Remise en état des fronts Nord-Ouest et Nord-Est entre les cotes 340 et 325 m NGF.
Constats :	
Selon le plan d'exploitation, l'avancée de l'exploitation se situe plutôt sur la fin de la phase 1 :	

l'approfondissement en-dessous de la côte 310 m NGF n'a pas démarré. ce qui correspond à un retard d'environ 3 ans par rapport au phasage.

On relève la présence de 4 fronts : 310/325, 325/336, 336/350 et 350/362.

A noter que les installations fixes ont déjà été supprimées et remplacées par des installations mobiles.

L'exploitation se concentre sur la partie basse. Les fronts supérieurs sont condamnés pour l'instant. On note également la présence d'un stock important de matériaux de découverte à l'ouest du site au-dessus de la côte 336 m NGF.

Aucune remise en état n'a été effectuée sur les fronts supérieurs Nord-Ouest et Nord-Est.

On relève un niveau de production inférieur au niveau autorisé depuis 2021.

Le retard est imputable au niveau de production plus faible que prévu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.3

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les plans d'exploitation n'ont pas été transmis depuis 2015. Le dernier plan, mis à jour en octobre 2024, a été présenté le jour de l'inspection.

L'exploitant a été en mesure de transmettre tous les plans depuis 2015 par courriel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1/ Les plans d'exploitation doivent faire apparaître clairement les zones en cours d'exploitation et celles remises en état.

2/ Ils doivent être transmis chaque année à l'inspection. 3/ Les plans des années 2021, 2002, 2023 et 2024 seront transmis par courrier à l'inspection dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement collectées sur la carrière sont stockées dans 3 bassins de décantation, répartis de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> le bassin « des stocks » d'un volume de 1920 m³ collecte les eaux de ruissellement de toute la zone des stocks (partie est du site) avec, comme exutoire, le fossé le long de la route (RD75), par débordement le bassin « central » d'un volume de 860 m³ est situé à l'entrée du site au pied de la piste qui mène aux fronts avec, comme exutoire, le fossé le long de la route (RD75), par débordement le bassin « des installations » de 540 m³ est situé dans la zone d'extraction et collecte toutes les eaux de ruissellement des fronts et du carreau, sans exutoire.
Constats : Les 3 bassins de récupération des eaux de ruissellement sont présents. Seul le bassin central a un exutoire (fossé le long de la route). Ce bassin doit être curé régulièrement de manière à maintenir une hauteur d'eau de plus d'un mètre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 1/ Justifier le curage du bassin central
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales rejetées au point identifié ci-dessus font l'objet d'une analyse annuelle. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5,

<ul style="list-style-type: none"> - le débit maximal de surverse du bassin de rétention est de 5 l/s/ha - la température est inférieure à 30°C, - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l, (NF T 90 105) - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (NF T 90 101) - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à ≈ 10 mg/l (NF T 90 114)
<p>Constats :</p> <p>Des analyses sont réalisées 2 fois par an. L'exploitant a présenté les 2 dernières analyses (octobre 2024 et avril 2025). Les résultats étaient conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur « seuil » ci-après, la fréquence trimestrielle pourra être semestrielle. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. La valeur « seuil » constituant un seuil haut à ne pas dépasser est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (B) du plan de surveillance.</p> <p>La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploité par un fournisseur de services météorologiques.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions relatives au suivi des retombées de poussières à</p>

<p>savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédaction d'un plan de surveillance, - suivi des retombées de poussières par jauge, - mise en œuvre de 8 campagnes consécutives trimestrielles. <p>En revanche, il effectue une surveillance trimestrielle par plaquettes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ Transmettre la synthèse du suivi par plaquette sous un délai d'un mois 2/ Mettre en œuvre le suivi prescrit dans l'article 2.1.3 : transmission du plan de surveillance et lancement des campagnes par jauges sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 5.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une campagne de mesures des vibrations est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté. Ces campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte et, au minimum, tous les 2 ans.</p> <p>Les emplacements pour la réalisation de ces mesures figurent sur la carte en annexe (Localisation des points de mesures de bruit et de vibrations)</p> <p>Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point.</p> <p>Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date et l'heure de tir, • les vitesses particulières, • le lieu de l'enregistrement, <p>Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mesure effectuée sur les 3 points visés par l'arrêté a été réalisée en juillet 2023 au cours d'un tir représentatif (2700 kg d'explosif mis en œuvre, pour une quantité de 3000 kg autorisée).</p> <p>Les résultats étaient conformes.</p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi systématique par sismographe au niveau de la ferme située au sud du site (mesure à chaque tir de mine).</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 8.1.1
--

Thème(s) : Autre, Remise en état de la phase 1

Prescription contrôlée :

La remise en état et l'aménagement des terrains devra être conduite conformément au dossier et à l'étude d'impact jointe à la demande, dont les grandes lignes sont reprises ci-après.

- création de falaises partiellement déstructurées,
- talutage du secteur à l'aplomb de la zone humide du front ouest avec des stériles du site pour permettre une végétalisation naturelle,
- aménagement du carreau avec des stériles et terres issus du site pour créer une prairie en pelouse sèche.

Constats :

On constate l'absence de travaux de remise en état. Une partie des fronts supérieurs est en position définitive mais il reste encore quelques endroits à extraire ou à retravailler. Les purges n'ont pas encore été réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

1/ L'exploitant doit se positionner sur les zones qui pourraient être remises en état avec un échéancier de travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.2.2

Thème(s) : Autre, Banquette

Prescription contrôlée :

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 10 mètres, en cours d'exploitation.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

Constats :

On note la présence d'éboulis et d'instabilité, en particulier sur le front 350/362 mètres. Le massif est très fracturé. Ces instabilités ne permettent pas de maintenir une banquette de 10 mètres de

<p>large minimum en tout point.</p> <p>Une étude géotechnique avait été réalisée en 2016, dans le cadre du dossier de demande d'autorisation. Elle recommandait une surveillance accrue et une purge systématique après chaque tir.</p> <p>La reprise de l'exploitation des fronts supérieurs nécessitent une mise à jour de l'étude géotechnique afin de vérifier la bonne adéquation de la technique d'exploitation et en particulier l'adaptation des tirs des mines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ Transmettre une mise à jour de l'étude géotechnique</p> <p>2/ Transmettre un échéancier de travaux pour rétablir en tout point des banquettes de 10 mètres de large minimum</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séparateurs hydrocarbures et Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Ce séparateur doit faire l'objet d'un entretien régulier.</p> <p>Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une rétention est présente sur l'aire étanche et accueille quelques bidons de petite contenance. Cette rétention, à l'air libre, était remplie à moitié d'eau de pluie le jour de l'inspection. La rétention doit être vidée.</p> <p>L'aire étanche est reliée à un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant doit justifier son entretien.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ Transmettre le justificatif d'élimination de l'eau contenue dans la rétention.</p> <p>2/ Transmettre les 2 derniers justificatifs de nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.1.2
Thème(s) : Autre, Bornage du site
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Les bornes n'ont pas été retrouvées sur la pointe Nord du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Distance de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 71.2.5
Thème(s) : Autre, Distance de sécurité
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Création d'un front dans la bande de sécurité des 10 mètres et en dehors de cette bande de sécurité. D'après les plans d'exploitation, la création de ce front a commencé en 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois